

parlât à ces chômeurs. Peut-être sa rhétorique imagée les reconfortera quelque peu lorsqu'ils retourneront chez eux, le soir, sans avoir trouvé de travail et sans avoir suffisamment d'argent pour faire vivre convenablement une famille. J'ai également écouté avec intérêt le secrétaire parlementaire parler du gouvernement conservateur et dire combien celui-ci se préoccupe de la liberté individuelle. Sans doute a-t-il oublié l'affaire Coyne quand ce dernier—probablement l'un des plus éminents financiers du Canada—s'est vu refuser même une audience lorsque le gouvernement l'a arbitrairement congédié!

Lorsque le secrétaire parlementaire parlera de son parti, le prônera parce qu'il respecte les droits du Parlement, peut-être sentira-t-il le mécontentement des Canadiens à propos du fait que ce Parlement, après deux mois de session, n'a pas encore eu la possibilité de discuter des surtaxes que le gouvernement a imposées il y a quelques mois. Quand il parle de tout ce que son gouvernement a fait, de toutes ses réussites, du bill sur les ajustements de main-d'œuvre qui a été proposé l'autre jour et qu'il dit que son gouvernement—bien qu'il n'aime pas le mot «planification»—étudie tous ces facteurs de dislocation, peut-être ferait-il bien de se demander s'il n'aurait pas été préférable que le ministre du Travail (M. Starr) présentât son bill sur les ajustements de main-d'œuvre avant d'annuler la commande d'Arrow à l'AVRO, mettant en chômage 18,000 hommes mesure qui, à mon avis, a non seulement ruiné l'industrie aéronautique de ce pays, mais lui a fait perdre des millions de dollars que ce pays et ses citoyens avaient placés pour former quelques-uns des «cerveaux» techniques les plus brillants du monde, dans ce domaine, hommes qui ont tous émigré aux États-Unis.

Faisons le bilan. Nous y trouvons les maladresses de l'Arrow, l'inanité de l'affaire Coyne et le discrédit international que le chef du parti conservateur a fait retomber sur le Canada en essayant, lors de son voyage à Londres, d'empêcher par coercition la Grande-Bretagne de participer au Marché commun. Il faudrait sans doute se rappeler de quelle façon, il y a quelques années, le premier ministre actuel a proposé de détourner 15 p. 100 de nos échanges commerciaux vers la Grande-Bretagne. Quel pittoresque appel au patriotisme des Canadiens et à leur amour de la mère patrie! Puis, la Grande-Bretagne l'a invité à jouer cartes sur table en répondant: Agissez ou taisez-vous. Et il est resté coi. En parcourant ce triste bilan des trois ou quatre dernières années, je ne pense pas que le secrétaire

parlementaire puisse prétendre que nous sommes en train de couler le pays. Les Canadiens savent qui s'en est chargé.

Mon préopinant immédiat semble savoir nettement ce que le groupe de l'extrémité de la Chambre entendait par planification—réglementation et ainsi de suite. Cependant, il ne nous a pas expliqué comment il comprend le bill, et s'il n'y voit pas de planification, qu'y voit-il? Si ce bill ne tend pas à la planification, ce n'est rien qu'une façade afin que le gouvernement fasse bonne figure. Qu'en est-il? Est-ce là quelque idée de John Fisher ou d'un publiciste du parti conservateur, destinée à faire croire encore aux Canadiens que le gouvernement va faire quelque chose? Quand on examine ce bill attentivement on est porté à craindre que ce pourrait bien être tout simplement une autre tentative de la part du gouvernement actuel pour tromper la population canadienne—pour encourager ses espoirs et lui faire croire que le gouvernement actuel va prendre une initiative bien précise, alors qu'en réalité ces espoirs vont éclater en morceaux lorsque les Canadiens se rendront compte que cet office, somme toute, n'est rien d'autres qu'un instrument du ministère des Finances, sans pouvoir efficace pour recommander une solution à long terme aux problèmes que nous avons à résoudre au Canada aujourd'hui. Si cela se produit, ce sera la dernière occasion où un truc pareil sera joué aux Canadiens.

Si ce n'est pas simplement de la frime, si ce n'est pas simplement une autre phrase séduisante pour servir de base à une autre vision nébuleuse, pour faire croire à un progrès en réalité inexistant, cela ne réussira certainement pas. Mais s'il s'agit d'une tentative honnête et sincère de la part du gouvernement, en vue de fournir au pays les fondements de programmes à long terme, pour fournir au Canada un objectif social et économique, et pour débarrasser le pays du fléau du chômage; si cette initiative est vraiment destinée à favoriser une saine fierté envers leur pays et envers l'avenir de leur pays, parmi tous les Canadiens, alors que le gouvernement en fasse la preuve au moyen de ce bill et par des dispositions détaillées dans le bill lui-même, en ce qui concerne les attributions de l'Office proposé. Qu'il nous montre qu'il désire vraiment que cet Office soit indépendant—qu'il a l'intention de faire appel aux meilleurs cerveaux du pays pour sortir le pays du marasme du chômage et de sa mauvaise réputation internationale.

Si—et seulement si—le bill renferme une disposition plus satisfaisante à cet égard, la méfiance bien fondée de ce parti-ci et de tous les Canadiens pourra être dissipée jusqu'à